

sous la direction de
Mathieu Perona et Claudia Senik

Le Bien-être en France

Rapport

2020

Observatoire du Bien-être

CEPREMAP

CENTRE POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

Le Bien-être en France

Rapport 2020

Observatoire du Bien-être du Cepremap

Sous la direction de **Mathieu Perona et Claudia Senik**

Direction scientifique : **Yann Algan, Andrew Clark, Claudia Senik**

Conseillère scientifique : **Elizabeth Beasley**

Assistante de recherche : **Iris Laugier**

Directeur de la publication : **Daniel Cohen**

C E P R E M A P

CENTRE POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

Ce rapport s'appuie sur les *Notes* publiées par l'Observatoire au cours des années 2018, 2019 et 2020, en particulier :

- Note 2018-06, « Diplôme, revenus et confiance », Elizabeth Beasley, Madeleine Péron et Mathieu Perona
- Note 2018-07, « Bonheur rural, malheur urbain ? », Madeleine Péron et Mathieu Perona
- Note 2019-01, « La France malheureuse », Mathieu Perona
- Note 2019-03, « Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ? », Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, Madeleine Péron,
- Note 2019-05, « La France et l'Europe », Mathieu Perona
- Note 2019-07, « Le passage à la retraite », Madeleine Péron, Mathieu Perona et Claudia Senik
- Note 2020-07, « Heurs et malheurs du confinement », Dylan Alezra, Sandra Hoibian, Mathieu Perona et Claudia Senik

ainsi que sur les notes de conjoncture publiées trimestriellement depuis juillet 2017.

Les éléments présentés dans ces notes ont été mis à jour à l'aide des informations les plus récentes. Le chapitre consacré au bien-être au travail est inédit. La partie historique a été écrite spécifiquement pour ce rapport par Rémy Pawin.

Les auteurs remercient Sarah Flèche et Andrew Clark pour leur relecture attentive et leurs commentaires.

© Les éditions du Cepremap, 2020
48, boulevard Jourdan – 75014 Paris
www.cepremap.fr

ISBN 978-2-9564629-2-7

8. Une histoire du bonheur en France

Rémi Pawin

8.1 Contribution des historiens à la compréhension d'une nouvelle question sociale

« Le bonheur est comme la vérole, pris trop tôt, il peut gâter complètement la constitution » écrivait Flaubert à sa maîtresse en 1853^[65]. Cette sentence peu amène signale immédiatement le décalage entre les représentations du XXI^e siècle et celle du XIX^e, qui l'associait à la bêtise ou à la paresse et avait relégué « l'idée neuve » de Saint-Just et des philosophes des Lumières. Aujourd'hui, le bonheur s'est imposé dans l'univers normatif dans la seconde moitié du XX^e pour devenir aujourd'hui la norme des normes, à l'aune desquelles se mesure la légitimité des valeurs^[66]. S'emparant de l'objet, des scientifiques ont construit, d'abord dans le monde anglo-saxon puis en France, un champ de recherches pluridisciplinaires, mêlant d'abord psychologues et économistes, bientôt rejoint par des sociologues, des cognitivistes, des chercheurs des sciences de l'éducation, des sciences du vivant et même quelques historiens. Il s'agira ici de présenter justement la contribution des historiens à cette nouvelle question sociale, en tentant de mettre en lumière les apports spécifiques de la discipline et de la méthode historique. Spécialiste du temps et des récits, des permanences et des évolutions, les historiens peuvent jeter un éclairage nouveau sur les enquêtes de bien-être subjectif. Historien culturaliste, je montrerai que l'historien appréhende le bonheur comme un récit, un ensemble de représentations et d'expériences mises en forme par les acteurs sociaux. Dans un premier temps, il s'agira de souligner que si le bonheur s'est imposé dans le ciel des valeurs, les conflits de définition et d'aspiration entre les différents groupes de Français sont nombreux et loin d'être résolus. Dans un second moment, on s'intéressera à l'économie et à la politique, deux topiques des récits sur le bonheur et l'on montrera l'évolution de leur influence sur le bien-être subjectif des sondés français.

8.1.1 CONFLITS DE DÉFINITIONS ET D'ASPIRATIONS

Les mots pour le dire

Le sacre du bonheur a conduit l'ensemble de la société française à adhérer à cette transcendance dans l'immanence. Cependant, ce n'est pas pour autant que tous les Français aspirent au même bonheur, bien au contraire. De fait, les définitions du bonheur ne sont pas congruentes et leur multiplicité produit des conflits d'aspiration entre différents groupes de Français.

Pour saisir et mettre en lumière les significations du bonheur en vogue dans l'espace social, leurs influences respectives ainsi que leurs évolutions de 1945 à 2010, j'ai construit un large corpus composite. En premier lieu, j'ai saisi l'ensemble des ouvrages publiés en France de 1945 à 2010 dont le titre comporte le mot bonheur ou un autre terme du champ sémantique afférent^a, soit plus de 11 000 volumes soumis à un traitement statistique quantitatif, parmi lesquels un échantillon intégralement dépouillé d'environ 400 documents, sélectionnés en fonction de critères de succès, de genres, d'auteurs et d'éditeurs. En second lieu, un ensemble de films à succès qui permettent d'établir la fréquence et l'audience des représentations mis à jour dans les ouvrages : environ 7 films par an, soit un total de près de 400 films. En troisième lieu, une centaine d'ouvrages publiés par des intellectuels influents dont le titre ne comporte pas le mot bonheur, mais dont le contenu en traite longuement. Ces travaux de la pensée critique (Erich Fromm...), d'économistes (Jean Fourastié...), de philosophes (Camus...) ou de psychologues (Françoise Dolto...) offrent l'occasion de mettre à jour des images du bonheur plus novatrices. L'analyse croisée de ces différents types de documents évite de se cantonner à un unique locuteur et permet, au contraire, de baliser l'ensemble des représentations du bonheur, forgées et diffusées par les divers acteurs sociaux. De surcroît, la profondeur chronologique sur laquelle s'étale leur production conduit vers une saisie des évolutions, toujours essentielle pour mieux comprendre les facteurs du changement socioculturel.

Dans les titres, bonheur est, de loin, le plus utilisé de 1945 à nos jours : généraliste et positif, il renvoie aussi bien aux sensations qu'aux sentiments, à la raison qu'à la passion.

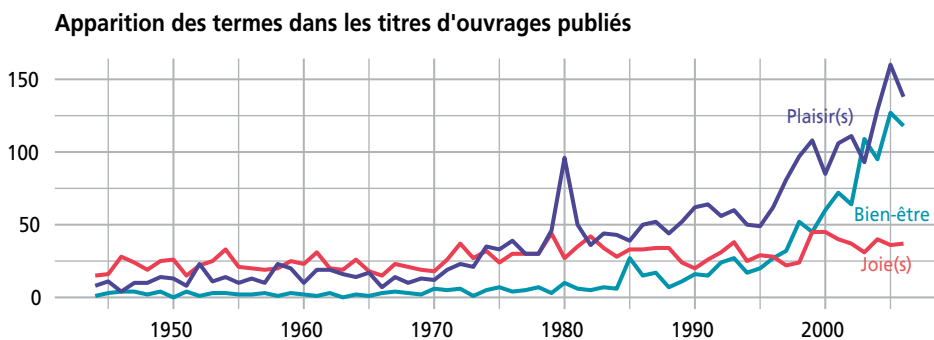


Fig. 8.1 – Bien-être, joie(s) et plaisir(s) dans l'édition entre 1945 et nos jours.

Source : Dépôt légal.

a. C'est-à-dire (par ordre alphabétique) : allégresse (aucun titre avec allégresse au pluriel), béatitude(s), bien-être, contentement(s), extase(s), félicité(s), gaité(s), heureuse(s), heureux, joie(s), jouissance(s), plaisir(s), satisfaction(s), sérénité(s), volupté(s).

La fréquence et l'évolution des autres termes témoignent de l'existence de routes principales et de voies secondaires du bonheur. « Bonheur » mis à part, « plaisir », « joie » et « bien-être » sont les plus employés mais ils ne sont pas exactement synonymes les uns des autres et chacun désigne une certaine idée de la bonne vie. La joie désigne un sentiment intérieur positif intense et plein ; elle avait, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, une connotation religieuse qu'elle a perdue au XX^e. Jusqu'en 1974, « joie » est plus utilisée que « plaisir ». Ce dernier est plus lié aux sens et désigne une expérience positive obtenue par un stimulus. Depuis 1974, l'écart n'a cessé de se creuser. Les logiques épicuriennes ont, en effet, gagné une reconnaissance sociale nouvelle dans la France du second XX^e siècle.

Le plaisir, ingrédient du bonheur ?

Épicure définit la philosophie comme une « activité qui procure la vie heureuse ». Mais les épicuriens sont devenus, depuis l'Antiquité tardive, la cible des moralistes chrétiens, critiques à l'égard du plaisir. Flaubert, dans le *dictionnaire des idées reçues*, donne le ton du XIX^e siècle à propos d'Épicure : « le mépriser ». Au XX^e siècle et jusqu'en 1968, les pages roses du *Petit Larousse* comportent cette citation d'Horace faisant référence aux « porcs du troupeau d'Épicure^[67] ». La pensée d'Épicure fait ainsi l'objet d'un contresens de la part des contemporains, qui l'associent au plaisir libéré et à la débauche. Au milieu du siècle, Marguerite Yourcenar est bien isolée à penser que sa philosophie constitue un « lit étroit mais propre ». Depuis, la pensée du philosophe du jardin a été largement revalorisée et a connu un regain d'intérêt, si bien que les magazines grand public de philosophie ou la presse dite féminine évoquent très souvent la conception épicurienne du bonheur pour justifier les plaisirs de la vie.

Cette importance plus grande du plaisir se laisse lire dans l'évolution des représentations du plaisir sexuel. Dans le rapport Simon de 1971, première étude d'envergure sur la sexualité des Français, les expériences sexuelles moyennes sont loin de témoigner d'une supposée « révolution sexuelle », tant sur le plan quantitatif que qualitatif^[68]. Cependant, il témoigne d'une plus grande licéité des plaisirs et, sans doute, d'une diminution de la culpabilité liée à la volupté et au désir. De même, si les pratiques du plus grand nombre ne connaissent sans doute pas de réelle révolution, les productions culturelles évoluent en revanche rapidement. Des ouvrages au titre explicite sont ainsi publiés, tel *L'onanisme ou le droit au plaisir*^[69], et les films à succès évoquent plus facilement les plaisirs, comme dans *Emmanuelle*, film érotique grand public et plus grand succès au box-office de l'année 1974, qui profite de l'abolition de la censure cinématographique décidé par Valérie Giscard d'Estaing^[70]. Cette plus grande permissivité explique sans doute que, dans les journaux intimes, la place de la sexualité va croissant : désormais, on peut plus facilement mobiliser cet ingrédient dans son roman personnel et les diaristes accordent une attention plus appuyée qu'auparavant à l'examen de leur vie sexuelle. Ce n'est plus seulement la vie sentimentale et intérieure qu'ils scrutent à la loupe et évaluent ; désormais, ils incorporent dans les récits leur sexualité. Si cette dernière est épanouie, leur bonheur semble augmenter.

Plus largement, la place du plaisir dans le bonheur a connu un essor marquant la fin du XX^e siècle et le début du XXI^e siècle^a. Bien qu'il existe encore certains secteurs sociaux où il est de bon ton de dénier toute valeur aux plaisirs matériels ou sensuels, ils se sont réduits à la portion congrue et le plaisir s'est vu largement revalorisé. Tandis que la tradition philosophique a longuement opposé le plaisir, grevé de sa matérialité et perçu comme trop fugace, au bonheur, plus idéal et

a. Cf. *Infra* sur les sports « fun » et émergents.

durable, certains considèrent désormais que le bonheur est une forme de plaisir, celui que l'on peut éprouver sans stimulus extérieur, par la simple réflexion et contemplation. Ils arguent qu'au niveau du cerveau, il n'y a pas de différence entre les hormones relevant du plaisir et celles du bonheur.

Bien-être : les conflits autour d'une conception consumériste du progrès social

Troisième terme le plus utilisé dans les titres d'ouvrages sur la bonne vie, « bien-être » a, paradoxalement, pris le sens de bien-avoir et sa construction sémantique rend hommage à la conception éthique traditionnelle, qui veut que l'être soit plus digne que l'avoir. Depuis les années 1970, la signification du bien-être, jusqu'alors cantonnée au confort matériel, s'est enrichie et il renvoie désormais à un ensemble de pratiques consuméristes jugées agréables et centrées sur le corps, ainsi qu'à une dimension spirituelle. Son emploi de plus en plus fréquent dans les titres d'ouvrages (il a dépassé joie depuis 1995 et atteint presque le niveau de plaisir depuis les années 2000) manifeste le caractère aujourd'hui central de ce type de représentations du bonheur. De fait, la voie consumériste est le principal blockbuster du bonheur fabriqué et proposé aux citoyens, qui se pressent d'obtenir une place pour assister et participer, avec les autres mais dans les premiers rangs, au son et lumière de la consommation moderne. Toutefois, cette autoroute du bonheur consumériste ne fait pas l'unanimité et plusieurs conflits sont apparus pour remettre en question son bien-fondé. Pour les mettre en évidence, sera ici développée la polémique autour des indicateurs du progrès social.

D'une part, le PIB et sa force d'attraction témoigne de la vigueur d'un récit consumériste, qui n'a eu de cesse de se renouveler et de maintenir son emprise sur les représentations du bonheur. La mesure du PIB est inventée en 1934 par Simon Kuznets, calculée par l'Insee en France dès la Libération, et médiatisée à partir de 1962^[71] : visible et lisible, elle modèle partiellement les expériences et les attentes des acteurs, qui ont le regard rivé sur le récent et moderne indicateur synthétique. Dans ce cadre, le PIB est devenu synonyme de progrès social, dès les années 1960 empreintes d'économisme dans un grand nombre de domaines^[72]. Ce n'est d'ailleurs pas pure coïncidence si l'historiographie du temps se focalise sur l'histoire des prix et de la croissance^[73]. Les croyances de l'époque, qu'elles soient marxistes ou libérales, indiquent en effet le primat de l'économie, les infrastructures décidant des superstructures religieuses, politiques ou culturelles. Dès lors, le bonheur est, par beaucoup, jugé très fortement dépendant de l'économie, qui permet de consommer biens et services en nombre toujours accrus. Toutefois et d'autre part, cette corrélation entre revenu et bien-être, ainsi que cette voie consumériste du bonheur, est également fortement critiquée, témoignant de conceptions alternatives de la bonne vie : dès la création du PIB, ses détracteurs ont pointé les apories de cette mesure^[74] ; de même, la fabrique du récit consumériste et des technologies de consentement au changement social, a également été dénoncée dès les années 1960^[75]. Face à ces critiques à la fois sociale et écologiques et au moment où paraît le rapport *Halte à la croissance*, l'OCDE décide, dès 1972, de mettre en place un groupe d'experts internationaux pour construire de nouveaux indicateurs, afin de prendre en compte d'autres aspects de la vie^[76]. L'époque est en effet à l'essor des valeurs post-matérialistes mises en évidence par Ronald Inglehart^[77]. Ce dernier participe aux séminaires de l'OCDE, qui sont l'occasion de discussions animées, notamment entre chercheurs français et anglo-saxons.

Mais la réflexion sur les nouveaux indicateurs sociaux échoue, malgré l'institution par l'Onu de l'IDH en 1990 : l'Indice de développement humain (IDH) constitue ainsi une régression par rapport à l'ambition initiale. Après une longue éclipse, le conflit renaît dans les années 2000. Le Royaume-Uni retrouve là un rôle moteur, notamment avec Richard Layard (professeur

d'économie à la LSE, le conseiller de Tony Blair s'est également fait connaître du grand public grâce à *Happiness. Lessons from a New Science*). Un large débat public y a eu lieu en 2010, pour impliquer les citoyens dans la définition du bien-être sociétal : il s'agissait d'éviter de le définir par le haut et d'y inclure un grand nombre de paramètres, non seulement économiques, mais aussi écologiques, relationnels ou psychologiques, à la fois objectifs et subjectifs. Ce débat national a conduit l'Office national des statistiques anglais (ONS) à établir des statistiques sur le bien-être, afin d'offrir une nouvelle boussole aux décideurs politiques et économiques. Suivant une temporalité proche, Nicolas Sarkozy a constitué la commission Sen-Stiglitz-Fitoussi qui a rendu son rapport en 2009. Les auteurs y invitent également à mesurer des aspects non-économiques de la vie pour apprécier le progrès social^[78]. Mais ce rapport ne débouche pas sur un aussi large débat qu'au Royaume-Uni (en 2010 en France, le débat porte sur l'immigration et l'identité nationale) et l'Insee est loin de présenter des mesures aussi riches en ce domaine que l'ONS anglais. En revanche, l'OCDE a, elle aussi, relancé les programmes de recherche sur les indicateurs et le projet *Better Life Index* retient onze dimensions importantes de la vie, à la fois économiques, écologiques, sociales et relationnelles, mêlant variables objectives (par exemple la taille du logement) et subjectives (l'avis sur le logement). Cet instrument constitue la base de données la plus avancée dans le domaine du bien-être social.

Cette petite histoire des indicateurs et des institutions qui les portent signale ainsi le clivage entre l'économisme de certains et la volonté, exprimée par d'autres, de valoriser plutôt d'autres dimensions de la vie. Dans ce conflit, les années 1970 ont un rôle fondateur, puisqu'elles ont vu se construire les nœuds d'opposition et les points d'achoppement de ces récits dont les ramifications s'étendent jusqu'à nos jours. L'importance de ce moment se laisse également voir dans les conflits opposant différentes aspirations consuméristes.

Conflits d'aspirations consuméristes

Si le récit économique semble avoir plus d'influence sur le bien-être subjectif en France^[79], il ne faut pas en conclure que tous les Français adhèrent aux mêmes idéaux consuméristes, ni hier ni aujourd'hui. De fait, les conflits d'aspiration dans ce domaine et les différentes significations accordées aux objets existent de longue date. Dès les années 1950 et 1960, quand les pratiques de distinction intériorisées par la bourgeoisie invitent les plus aisés à se doter de manteau de fourrure et de tapis richement décorés dans leurs intérieurs, les ouvriers semblent majoritaires à refuser ces objets-signes lors d'une enquête de 1955^[80]. En revanche, ils souhaitent acquérir les commodités du temps (eau courante et électricité) et surtout, acquérir une télévision et une automobile. Cette préférence automobile se maintient jusqu'à nos jours^[81] et le mouvement des gilets jaunes a souligné récemment combien explosives pouvaient être certaines velléités de limiter ou de mieux contrôler l'usage de la voiture.

Comme l'ont montré nombre de penseurs, l'une des forces de la société de consommation est d'être capable d'intégrer (certains parlent de récupération) les critiques pour les transformer en produits de consommation. Dans les années 1960, l'une d'elles porte sur le manque de spiritualité de la consommation : il manquerait un « supplément d'âme^a » à la république des

a. Le thème du « supplément d'âme » trouve son origine dans Bergson (*Les Deux Sources de la morale et de la religion* (1932), Paris, PUF, 1982, 340 p., p. 331). Il a une audience importante dans les années 1960 et cristallise les attentes spirituelles, comme en témoigne notamment un discours de Chaban-Delmas (« il faut lui [la société de consommation] rendre un supplément d'âme »), cité par Baudrillard (*La société...*, op. cit..., p. 273).

consommateurs. Cette idée prend, au sens de Barthes^[82], chez ceux qui disposent déjà d'un niveau de vie leur permettant d'expérimenter les limites des divers objets disponibles. Dans ce cadre et sans pour autant se transformer en ascètes, certains Français aisés déjà habitués à la salle de bain et à l'automobile se tournent, dès les années 1970, vers d'autres biens ou services, fournis par un marché toujours en évolution et qui proposent désormais d'accéder à un supposé bien-être spirituel : le yoga et autres Qi-Gong remplacent la gymnastique, les produits bio les manteaux de fourrure et les *fixies* les grosses cylindrés. L'opposition entre les « bobos » et les « gilets jaunes » a récemment fait apparaître sur la scène médiatique ces nouveaux objets-signes témoignant d'un conflit d'aspiration contemporain^a.

L'une des nouveautés tient sans doute à la spécificité de la nouvelle forme prise par la distinction, qui n'a pas son pareil à l'échelle de l'histoire contemporaine. Les objets symboles de distinction vers lesquels inclinaient les classes aisées étaient auparavant des objets de luxe, rares et coûteux. Ici, c'est plutôt au contraire le relatif dépouillement qui devient marque de distinction, ce qui provoque sans doute l'incompréhension des classes populaires et un rejet plus massif, car étranger aux principales caractéristiques de la culture du pauvre^[83]. Sur le plan historique, l'idéal des « bobos » s'enracine sans doute dans les mouvements hippies et le mouvement communautaire, et a été récemment renouvelé par l'urgence écologique, qui a donné une nouvelle légitimité à un ensemble de pratiques semblant plus en harmonie avec la nature et renonçant à des gaspillages jugés inutiles, au profit d'une volonté de construction de liens avec autrui. Récemment, ces pratiques distinctives des bobos ont informé un conflit d'aspiration ouvert avec les gilets jaunes : ces derniers raillent les goûts bobos pour les vélos électriques, les graines germées et les sorties culturelles branchées, quand les premiers n'ont que mépris pour une supposée plèbe périurbaine d'extrême-droite perçue comme aliénée par leurs désirs de voitures et de blockbusters marchandisés.

Réussir et s'épanouir : deux chemins du bonheur en opposition

Les films à succès permettent également d'ébaucher la croisée des chemins du bonheur. Soutenu par l'essor de l'individualisme et le nourrissant à leur tour, les films mettent avant tout en scène le bonheur individuel. Rares sont, en effet, les films où les spectateurs sont invités à trouver leur bonheur dans l'action collective plutôt que dans leur quête personnelle : les héros, des films d'action comme des films intimistes, sont heureux de leur propre succès. Les modèles proposés par les films offrent aux spectateurs le chemin de la réussite, personnelle et sociale.

Dans la France du second xx^e siècle, le bonheur, c'est d'abord de réussir. La structure narrative des récits est un premier indice de cette conception du bonheur comme récompense du succès. Les histoires orales, écrites ou filmées transmettent des récits de réussite : l'immense majorité des récits mettent en scène un héros en lutte contre le malheur et le tragique vient de l'échec, tandis que la fin heureuse est issue du succès. L'idéal est donc de réussir tout en observant les règles sociales en vigueur, qui modulent les objectifs légitimes en fonction de l'appartenance sociale d'origine et des caractéristiques personnelles. Les auteurs d'ouvrages de développement personnel déploient systématiquement la technique du bonheur par la réussite. Les premiers, tels

a. Nous reprenons le terme « bobos » à David Brooks dans son sens originel aujourd'hui galvaudé (*Les Bobos*, F. Massot, Paris, 2000). Les bourgeois-bohème constituent une catégorie sociale dotée de capital économique, symbolique et/ou culturel et votant à gauche. Les « bobos » n'ont pas remplacé la bourgeoisie traditionnelle, qui se maintient, mais s'en distinguent par leurs modes de consommation, leurs représentations du monde et leur vote. Plus urbains, ils se recrutent au sein d'un vivier social un peu élargi et ont en général un moindre capital économique que la grande bourgeoisie.

Norman Peale et Joseph Murphy, écrivaient déjà des guides de réussite, celle-ci devant conduire au bonheur. En France, les auteurs sont rarement pasteurs et plus souvent médecins, ce qui les amène à accentuer cette importance de la réussite temporelle. Ce chemin du bonheur par la réussite repose sur la jouissance différée : le bonheur vient couronner un effort bien ordonné et s'obtient en fin de course, après l'effort.

Toutefois, les chantres de la réussite personnelle savent que celle-ci n'est pas toujours aisée à obtenir. Par conséquent, ils traitent tous de l'échec éventuel de nos projets. Pour y remédier, Norman Peale a, avec d'autres, lancé aux États-Unis la « pensée positive ». En France, l'expression « méthode Coué » qualifie ce type de technique de résignation positive, qui permet de se persuader que tout va bien. Dans une large mesure, les moralistes contemporains mettent à profit cette capacité humaine d'auto-suggestion et retrouvent l'aphorisme de Bussy-Rabutin : « quand on n'a pas ce que l'on aime, il faut aimer ce que l'on a ». Pour surmonter l'échec, expliquent-ils, il faut emprunter le chemin de la résignation volontaire et trouver le moyen d'élaborer un récit positif des événements. Et les auteurs de nous conseiller la technique du verre d'eau, qu'il faut trouver à moitié plein et non à moitié vide. Depuis la fin du xx^e siècle, cette voie du développement personnel a reçu un puissant renfort en raison du développement de la psychologie positive, courant fondé par Martin Seligman en 1998 actuellement en pleine expansion.

Plus ancien, le modèle de la réussite propose donc le bonheur en bout de course, comme récompense du succès. Plus récent et moins concurrentiel, le modèle de l'épanouissement retrouve un proverbe attribué au bouddhisme et devenu célèbre selon lequel « le bonheur n'est pas le but, c'est le chemin ». Assez logiquement, ces deux modèles antagonistes sont en confrontation. Selon les tenants de l'épanouissement, l'objectif, c'est de suivre sa pente naturelle, comme une fleur épanouit ses pétales selon un processus spontané et non contraint, ni par la volonté, ni par des règles extérieures à l'individu. Avant 1945, le dépôt légal ne recense que 21 titres comportant « épanouissement ». Après guerre, la croissance est manifeste :

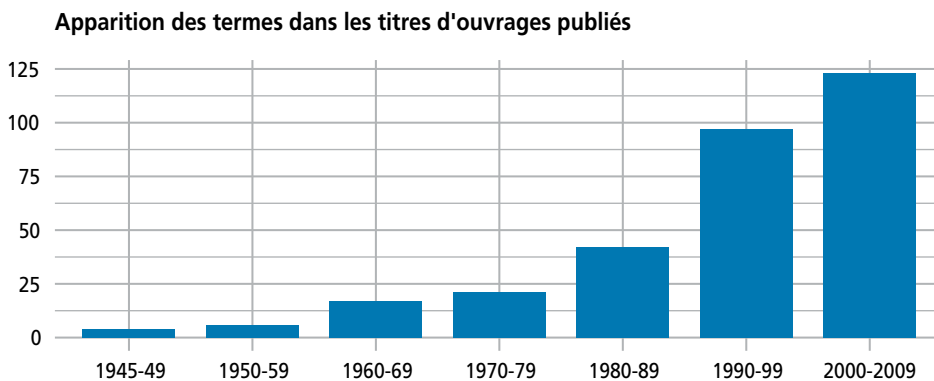


Fig. 8.2 – Épanouissement dans l'édition entre 1945 et nos jours.

Source : Dépôt légal.

Ses tenants insistent ainsi sur le bonheur que l'on obtient au moment même où l'on agit et non sur celui que l'on obtient après le succès. Ce sont donc les activités créatrices, artistiques ou ludiques qui sont valorisées et non plus les activités productives ou compétitives. L'épanouissement consiste à permettre à l'individu d'assumer ses propres désirs, de les réaliser, et de s'en contenter ; il se

distingue des techniques de résignation, puisqu'il invite à accroître ses aspirations personnelles. Les promoteurs de l'épanouissement s'inspirent notamment des travaux d'Erich Fromm, « psychologue humaniste » juif allemand lié à l'école de Francfort, né en 1900 et émigré aux États-Unis en 1934, dont les ouvrages sont traduits en Français dès les années 1950, et qui exerce une influence importante sur les jeunesses occidentales des années 1960-1970. Fromm valorise les activités productrices et spontanées et est l'instigateur du *Do It Yourself*. Il convient ici de remarquer la convergence des conseils de Fromm et des expérimentations des jeunes hippies, qui se passionnent pour les travaux manuels, afin de retrouver des sensations authentiques et un rapport direct à la matière. C'est d'ailleurs ce que suggère Agnès Varda dans *Le bonheur*, sorti en 1965 : les héros vivent en communion avec la nature et méprisent la société, considérée comme responsable de tous leurs maux. Pour Varda, la capacité de vivre en autonomie morale est un ingrédient indispensable au bonheur-épanouissement.

La capacité à aimer en est un autre, plus essentiel encore. Sur la question de l'amour, *L'art d'aimer* d'Erich Fromm, traduit en France en 1968 alors que le *Summer of love* a débuté aux États-Unis, rencontre également un large public. Fromm y préconise l'épanouissement des hommes par l'amour et le slogan « *Peace and love* », pourrait aussi servir d'épigraphe à ses théories. De nombreux Français, en commençant par les jeunes, éduqués et urbains, sont tentés par ce chemin du bonheur-épanouissement, qui oppose les tendances spontanées et authentiques de l'individu à l'artificialité du monde social, aux désirs imposés par les entreprises marchandes, aux normes sclérosées et archaïques et à la compétition généralisée. Ils souhaitent se libérer de l'influence pernicieuse de l'éducation, assimilée à un dressage castrateur, s'émanciper et devenir autonomes. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si l'épanouissement est sémantiquement rattaché à la nature, le terme venant en effet du lexique végétal : l'époque est à la valorisation de la nature contre une culture perçue comme pervertie, dénaturée et néfaste au bonheur des hommes.

Cet idéal de l'épanouissement s'exprime notamment dans le rapport au corps, comme en témoigne la fréquente locution « épanouissement sexuel ». L'attention au corps et aux plaisirs qu'il procure est celle qui anime les participants aux diverses méthodes du bien-être par le corps ainsi que ceux des nouveaux sports « fun », en plein essor à partir des années 1970. Le yoga peut être considéré comme le parangon de ces pratiques : il conjugue le souci corporel à l'attention psychologique. Dès 1970, « le nombre de ses adeptes ne cesse de croître : en 1975, si la courbe continue de monter, un Français sur deux sera yogi » ironise un journaliste du Monde, avant de décrire ce « phénomène social d'une ampleur extraordinaire » et de dresser le portrait « du client-type du cours de hata-yoga : trente-cinq quarante ans, situation aisée. Ambition de départ : “perdre des kilos” et “chercher à mieux se connaître soi-même” ». Pour ce dernier, le yoga est « équilibrant, décompressif » et « apparaît comme un dérivatif à la bombe, à l'absurde ». Sarcastique, l'article s'achève sur les propos d'une « secrétaire de trente-quatre ans » selon laquelle « le développement de la machine à laver fait éprouver un profond besoin de spirituel ». De fait, le yoga « explose » dans les années 1970 – avant d'être concurrencé, à partir des années 1980, par d'autres formes de gymnastiques douces, Tai-chi et autre Qi-qong – et les amateurs – majoritairement des amatrices – se recrutent principalement dans les classes moyennes supérieures des grandes villes.

Entre ces deux modèles antagoniques, les frictions sont fréquentes. Le chemin du bonheur-épanouissement oppose les tendances spontanées et authentiques de l'individu à l'artificialité du monde social, aux désirs imposés par les entreprises marchandes, aux normes sclérosées et à la compétition généralisée. Ils souhaitent se libérer de l'influence pernicieuse de l'éducation, assimilée à un dressage castrateur, s'émanciper et devenir autonomes.

8.1.2 DES TOPIQUES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DES ROMANS PERSONNELS

Au-delà de ces conflits d'aspiration, l'étude des représentations et des expériences du bonheur en France depuis la seconde moitié du ^{xx}^e siècle signale que les récits se construisent notamment à partir d'ingrédients économiques et politiques, ce qui donne l'occasion de mieux comprendre les résultats des enquêtes de bien-être subjectif sur la durée.

Économisme et satisfaction économique des sondés français au milieu des années 1970

En France, le poids de l'économie et du revenu semble plus affirmé qu'ailleurs. Cet économisme des Français signale peut-être la perte de vitesse plus accentuée que dans d'autres pays comparables des autres grands récits, notamment religieux. Tout se passe comme si, lors des enquêtes, les sondés français mobilisent plus souvent que les autres cet aspect de leur vie plutôt qu'un autre. Malheureusement, les sources historiques ne permettent pas de vérifier si ce matérialisme, qu'il ne s'agit nullement ici de déplorer ni d'encenser mais simplement de constater, est le résultat d'une déchristianisation plus précoce ou procède d'une autre raison liée à l'idiosyncrasie nationale. En revanche, elles permettent de mieux comprendre comment se construit la satisfaction économique en France au milieu des années 1970.

Une première manière de la mesurer consiste, comme dans les enquêtes de bien-être subjectif, à leur demander s'ils sont satisfaits de leur revenu. Les réponses sont évidemment contrastées, mais ce domaine est l'un de ceux où les sondés se déclarent le moins satisfaits, par rapport à l'ensemble de ce type d'étude (les sondés se déclarent plus satisfait de leur vie en général que de leur revenu), hier comme aujourd'hui^[84]. Jean Stoetzel a utilisé une autre manière de mesurer la satisfaction économique que celle des sondages de bien-être subjectif économique : il met en relation le revenu des sondés avec leur « estimation du coût des besoins de la vie (ECBV)^[85] », c'est-à-dire la somme qu'ils jugent nécessaire pour faire vivre leur foyer^a. L'auteur démontre que « la satisfaction économique, exprimée ici par le fait d'une estimation du coût des besoins de la vie inférieure au revenu de ceux qui la donnent, se trouve avoir une fréquence proportionnelle au logarithme du revenu^[86] ». En d'autres termes cela signifie que le revenu objectif détermine partiellement la satisfaction économique subjective, comme le montre la figure 8.3^[87].

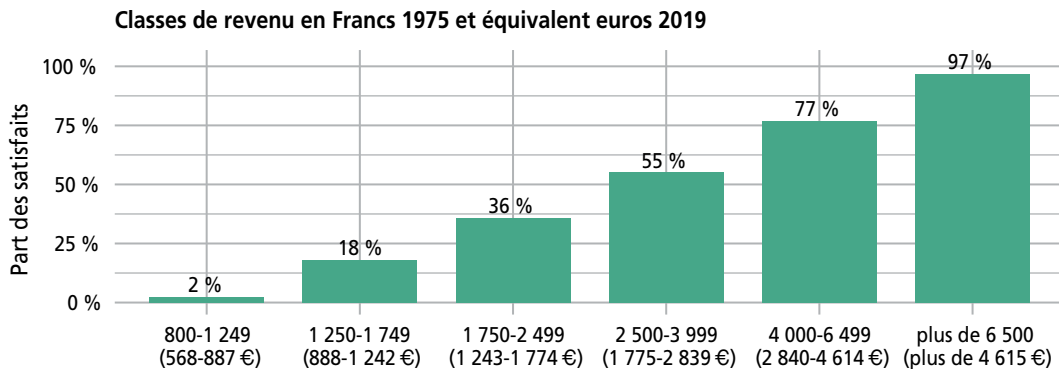


Fig. 8.3 – Les satisfaits de leur revenu en 1975.

Données : Stoetzel, 1976.

a. En ce sens, il rejoint les questionnements posés par l'École de Leyden depuis le début des années 1970.

Quand le revenu s'élève, les chances d'en être satisfait augmentent, signe d'un enracinement des jugements dans leur substrat objectif. Cependant la courbe souligne également la relative liberté du jugement par rapport à la réalité objective, dans la mesure où, excepté pour les classes extrêmes, les individus ne réagissent pas unilatéralement à un salaire donné. Ainsi ceux qui gagnent entre 2 500 et 3 999 francs sont-ils partagés : 55 % estiment que le coût des besoins de la vie est inférieur à cette somme, quand 45 % jugent au contraire que leur revenu n'y suffit pas. Comme le montre Stoetzel, l'ECBV est en effet une évaluation liée au revenu (les deux paramètres croissent ensemble), ainsi qu'à d'autres facteurs, tels que l'âge (l'ECBV des jeunes est supérieur à l'ECBV des plus âgés)^[88]. Mais à partir de 2 500 francs par mois – soit l'équivalent du revenu médian en 1975^[89] –, plus de la moitié des individus jugent que cette somme permet de satisfaire les besoins de la vie. *In fine*, 46 % de la population déclare un ECBV inférieur à ses revenus, ce qui, selon cette méthode de calcul, équivaut à une forme de satisfaction économique. Parmi les insatisfaits, les cadets et les aînés, les ouvriers et les inactifs sont statistiquement plus nombreux que les autres catégories^[90].

Fait intéressant, la satisfaction mesurée par la comparaison du revenu et de l'ECBV est donc plus forte que celle évaluée par les questions explicites des sondages sur la satisfaction économique^[91] : le biais de désirabilité sociale aurait, pourtant, dû produire un résultat inverse. Ce décalage révèle que le revenu canalise les possibilités de plainte : les conventions narratives et les matrices discursives permettent aux individus d'exprimer un mécontentement à l'égard de leur revenu, voire y sont invités. Contrairement à d'autres aspects de la vie, l'acteur est autorisé à s'en dire malheureux, hier comme aujourd'hui : une étude récente a ainsi montré que les sondés ont tendance à estimer, avec une remarquable régularité et quel que soit leur niveau de revenu, qu'il leur faudrait un surplus de 10 à 20 % pour être tout à fait à l'aise. De surcroît, ceci témoigne à la fois de l'importance de la réalité objective, qui détermine partiellement le niveau de satisfaction, comme des récits et de la culture dans la construction du sentiment, qui joue également un rôle essentiel.

Aux origines du déphasage bonheur privé/malheur public

Les enquêtes de bien-être subjectif témoignent d'une spécificité française : les sondés s'y déclarent plus qu'ailleurs expérimenter un certain bonheur privé mais estiment dans le même temps que la situation de la France n'est pas bonne ; de même, ils peuvent se dire relativement confiants dans l'évolution de leur situation personnelle, mais expriment de fortes craintes quant à l'avenir collectif^[92]. L'histoire permet de revenir aux origines de ce déphasage spécifique et de saisir le moment où ce récit s'est noué. Dans les années 1950, l'idée d'un déclin est particulièrement répandue, les représentations négatives sur l'évolution récente sont majoritaires et il faut attendre la toute fin des années 1950 pour que les sondés français aient l'impression d'avoir retrouvé le niveau de vie de 1939, tant personnellement que collectivement^[93]. Les deux appréciations sont en phase ; elles évoluent de manière forte dans les années 1960 : lors d'enquêtes rétrospectives sur l'année écoulée, les sondés déclarent majoritairement que l'année écoulée a été une bonne année pour la France comme pour eux-mêmes^[94]. Les non-réponses sont plus nombreuses vis-à-vis de la situation française, ce qui est assez logique compte tenu de l'ignorance relative des sondés, mais fait intéressant, le rapport entre les sondés déclarant une opinion positive et ceux déclarant une opinion négative est plus élevé s'agissant de la France que de la situation personnelle : tout se passe comme si les sondés avaient, à ce moment, l'impression que la situation de la France était presque meilleure que la leur. De même, les réponses des mêmes sondés témoignent d'un assez

haut niveau d'espoir personnel et collectif, puisqu'ils sont largement plus nombreux à croire que l'année qui vient sera encore meilleure que l'année écoulée, pour eux comme pour la France, le rapport entre les deux étant cette fois-ci à l'avantage du foyer, signe d'espoirs individuels plus prononcés.

Cette configuration des réponses évolue dans les années 1970. Souvent critiques à l'égard du niveau de vie et du revenu, qui fait partie, comme on l'a vu précédemment des domaines où il est licite de se plaindre, les sondés de 1976 se déclarent pourtant assez satisfaits de leur « conditions d'existence »^[95]. Pris globalement, ces sondages signalent un haut niveau de satisfaction, malgré la crise. L'opinion des mêmes sondés sur l'évolution de la « France et des Français » est, quant à elle, nettement plus négative et le récit du déclin semble emporter une large adhésion^[96]. De fait, la perception de la conjoncture française s'annonce, dès l'automne 1974, sous de tristes auspices. Par rapport aux réponses à la même question posée dans les années 1962-1971, le reflux des opinions sereines est manifeste^a. À partir de 1975, les difficultés économiques ne sont plus jugées passagères mais chroniques. À la question fermée : « Parmi les issues possibles à la situation économique actuelle (inflation, prix, emploi), quelle est celle qui, pour vous, est la plus vraisemblable » ? 13 % des sondés choisissent une version optimiste selon laquelle « le système économique des pays comme la France se rétablit sans trop de mal de la situation actuelle », 17 % préfèrent l'option médiane selon laquelle « on sortira de la situation actuelle, mais il y en aura d'autres du même genre », tandis que 70 % pronostiquent « l'effondrement du système économique des pays comme la France ». La fortune des déclinologues des années 2000 et des collapsologues contemporains trouve sans doute ici son origine : ils ont su tirer parti d'un large public particulièrement angoissé par l'évolution de la France, tout en estimant, à titre personnel, que leur situation restait satisfaisante.

La partition de l'enquête de 1975 varie selon la couleur politique : 83 % des électeurs de Mitterrand désignent l'option pessimiste, 6 % la version la plus rose et 17 % l'intermédiaire. Mais ceux de Giscard d'Estaing, pourtant les plus optimistes, sont 57 % à voir dans la situation présente un « effondrement du système »^[97] : les réponses des sondés indiquent que l'idée d'un malheur public est déjà largement répandue. À propos de la situation personnelle, les prévisions sont, en revanche, plus positives, surtout si la question ne porte pas sur l'économie : en 1976, les sondés sont pessimistes à propos de leurs concitoyens (11 % d'optimistes et 74 % de pessimistes, 15 % de non-réponses) ; ils le sont déjà moins s'agissant de leur propre « niveau de vie » (28 % d'optimistes, 36 % de pessimistes, 36 % de non-réponses, ces dernières accusant la grande incertitude qui pèse sur l'avenir) ; mieux encore, ils ont une vision optimiste de leur « bonheur personnel » (41 % contre 13 % de pessimistes et 46 % de non-réponse)^[98]. Si leur situation personnelle semble bien incertaine, ils sont nombreux à espérer échapper à la catastrophe annoncée. Toutefois, les Cassandre semblent avoir convaincu d'une tendance au malheur public puisqu'ils ne sont que 15 % à ne pas répondre à la question concernant « les Français » et 74 % à formuler une prophétie inquiète. Plusieurs autres enquêtes soulignent à la fois la force des récits négatifs sur le sens de l'histoire collective *et* l'espoir d'un progrès personnel^[99]. Le déphasage entre une impression négative sur le destin et les expériences collectives – perçues de manière négative – et personnelle – perçues de manière plus positive – apparaît donc dans les années 1970.

a. En septembre 1974, 8 % de la population sondée « pense que, dans les prochains mois, la situation économique de la France va s'améliorer », 32 % que la conjoncture est stable et 50 % que « la situation de la France va se détériorer ». *Sondages*, 1974. À titre de comparaison, la même question a été posée à douze reprises entre 1968 à 1971. En moyenne, 21 % des sondés choisissaient l'option optimiste, 35 % la stabilité et 25 % la « détérioration ».

En 1980, le deuxième choc pétrolier a des conséquences tragiques, le nombre de chômeurs ne cesse de croître et les grandes grèves ne sont pas parvenues à sauver la sidérurgie en France ; bref, les indices par lesquels les citoyens perçoivent la conjoncture sont à l'étiage. Malgré cela, la qualité de vie économique perçue au présent ne semble guère affectée par la crise, comme l'illustre une nouvelle enquête sur le budget : en 1980, seuls 8 % des sondés déclarent qu'« [ils] n'arrivent pas à joindre les deux bouts », 56 % qu'ils y « arrivent juste », 29 % qu'ils n'ont « pas de difficultés » et 2 % qu'ils sont « larges » (5 % de non-réponses)^[100]. Le libellé est un peu différent de celui du début des années 1970, mais la signification est identique et les réponses indiquent même une diminution de la pauvreté subjective. En revanche, les attentes collectives sont empreintes de défiance et, à nouveau, l'horizon commun apparaît plus assombri encore que le personnel^[101].

Comprendre ce déphasage implique sans doute de revenir sur l'évolution des grands récits en circulation dans l'espace social. Sur le plan politique, la diffusion des critiques du monde soviétique dans la seconde partie des années 1970 contribue largement à cette idée d'une conjoncture collective déclinante^[102]. Désormais, les lendemains ne chantent plus et les socialistes et communistes alliés pour les élections municipales de 1977 sont les derniers à prétendre « changer la vie » des citoyens^[103]. La technique et la politique ne sont plus guère jugées susceptibles d'améliorer le quotidien, si bien qu'au début des années 1980 l'incertitude ternit les récits de nombreux acteurs : les expériences restent dans l'ensemble positives, mais les croyances dans le déclin potentialisent et amplifient les inquiétudes. En 1983, la déception liée à la rigueur vient renforcer le pessimisme des Français de gauche : la victoire de François Mitterrand avait sonné le réveil de l'espoir ; deux ans plus tard, la rigueur vient l'enterrer et la déception face aux promesses non tenues du socialisme de gouvernement se propage progressivement dans cette partie du corps social. Les événements consécutifs de la fin de la Guerre froide viennent, dix ans plus tard, désenchanté sa frange plus libérale, qui avait, quant à elle, nourri l'espérance d'une amélioration rapide de la situation globale dans un monde libéré du communisme : la fin du monde bipolaire ne débouche pas sur un nouvel ordre mondial ni sur la disparition des conflits et des massacres de populations civiles. Au contraire, la guerre de Yougoslavie de 1991 à 1995 ou encore le génocide au Rwanda en 1994 font rapidement déchanter les espoirs placés dans la chute du communisme : ni l'Onu ni les USA ne peuvent garantir la paix mondiale et les pronostics positifs laissent place à l'amertume des attentes non comblées.

De surcroît, le regard porté sur le progrès se ternit également et explique en partie le déphasage public/privé. La période 1967-1974 connaît ainsi une diminution des espérances. Deux enquêtes identiques en 1967 et en 1974 signalent cette inflexion : en 1967, 35 % de l'échantillon estiment qu'en l'an 2000, l'espérance de vie aura atteint cent ans ; en 1974, ils ne sont plus que 17 %^[104] ; en 1967, 53 % estiment que, « dans vingt ans », « l'on vivra mieux que maintenant » ; en 1974, 25 %^[105]. Mais ces attitudes plus inquiètes face à l'avenir lointain n'entament pas la qualité des expériences présentes. D'ailleurs, les observateurs, après avoir reconnu que les résultats du dernier sondage ne procèdent pas de la conjoncture économique perçue du premier trimestre 1974, le considèrent comme un « fait exceptionnel » : d'habitude, les Français ont plutôt tendance à grogner « ça va mal aujourd'hui », tout en espérant « ça ira mieux demain ». Pour les commentateurs, « l'évolution de l'opinion témoigne de l'impact qu'ont eu sur le public tous les grands thèmes – environnement, pollution, nuisances – qui mettent en cause la civilisation urbaine et industrielle^[106] ». Et les auteurs de citer comme exemple de prophéties catastrophistes celles de René Dumont, candidat écologiste. Considérant l'autonomie relative des représentations par rapport aux expériences, ce déclin du mythe du progrès dépend sans doute moins du choc pétrolier

que d'une évolution des croyances anticipant les difficultés. Cependant, le choc pétrolier, perçu rapidement, accélère ce processus en offrant un argument de poids aux Cassandre : cette sanction du réel nourrit les prévisions alarmistes.

La « crise » devient un label du destin collectif, et ce récit décliniste explique également le décalage entre les appréciations personnelles et collectives. Il suffit pour s'en convaincre de confronter les trois couvertures du magazine *Le Point*, lors de numéros présentant les résultats d'enquêtes sur le bonheur : en 1974, la une présente un dessin stylisé de la France sur lequel est inscrit « Où vit-on heureux en France ? » Dans les articles, quelques allusions à la moins bonne conjoncture économique et au pétrole montrent que le choc pétrolier a été perçu, mais la situation n'est pas étiquetée « la crise^[107] ». En 1976, la couverture présente toujours l'Hexagone, mais le bandeau qui l'accompagne pose désormais la question : « Depuis la crise, où vit-on heureux en France ? » En outre, les justifications de la réitération de l'enquête présentées dans le chapeau de l'article révèlent que, désormais, l'époque actuelle est celle de « la crise », dont les rédacteurs précisent qu'elle « a produit son plein effet en 1975 seulement » : « La rédaction du *Point* a décidé de renouveler cette enquête. Pourquoi ? Parce qu'il s'est passé bien des choses depuis deux ans. Et d'abord la crise, qui a modifié profondément la situation de l'emploi, certaines habitudes de consommation, notre façon de voir le présent et l'avenir^[108]. » Dans le numéro, les articles reflètent et nourrissent un sentiment de crise. En 1978, le même dossier à nouveau repris par *Le Point* ne vient pas signaler la fin de la crise, ainsi qu'en témoigne le classement des articles : « culture », « santé », « richesse », « agrément », « équipement », « insécurité » et « crise^[109] ». Le soubresaut conjoncturel devient donc « crise » dès 1975 et la réception critique ainsi que le succès du film de Coline Sereau *La Crise*, en 1992, vient signaler que l'étiquette de l'époque n'a pas changé depuis 1975. La diffusion dans l'espace social de récits de plus en plus négatifs sur la situation française et son évolution semble ainsi avoir enraciné un récit pessimiste sur l'histoire, qui permet de comprendre les réponses des sondés sur le destin de la France, alors même que leurs expériences personnelles restent positives. On a donc ainsi mieux compris l'origine et les raisons de ce déphasage entre appréciations individuelles et collectives, décalage qui se maintient jusqu'à nos jours au sein de larges groupes sociaux. La composante politique des réponses est également apparue : les sondés électeurs de VGE, candidat libéral, exprimaient déjà des opinions nettement plus confiantes que les autres, de la même manière que ceux qui soutiennent aujourd'hui l'actuel président.

Bonheur de gauche et bonheur de droite

Les études de bien-être subjectif révèlent régulièrement une différence d'appréciation entre les sondés de gauche et ceux de droite, les seconds se déclarant plus heureux que les premiers, en France comme dans la plupart des pays de l'Union européenne. La recomposition politique liée à l'apparition de LREM a modifié cette configuration, opposant, d'une part, les partisans du parti présidentiel, plus heureux et plus confiants, d'autre part l'extrême gauche et l'extrême droite, se déclarant moins heureuse, avec une extrême droite particulièrement peu confiante en autrui et repliée sur elle-même^[110]. L'historien peut sans doute jeter une nouvelle lumière sur ce clivage et sa réflexion est l'occasion de mieux comprendre comment se construit la tonalité des romans personnels et des récits de vie et comment s'élaborent les réponses des sondés.

Plus précisément et dans l'ensemble du monde occidental, le bien-être subjectif des militants révolutionnaires est inférieur aux autres. Au sein de la gauche, les communistes se déclarent donc moins « heureux » que les autres et, à droite, les conservateurs s'estiment plus souvent « heureux^[111] ». Tentons de comprendre ce clivage. Du point de vue des représentations, les

communistes français ont longtemps été critiques à l'égard du bonheur, considéré comme une mystification petite-bourgeoise : leurs récits sont plutôt focalisés sur le caractère tragique de la vie ouvrière et ils ne mettent que rarement l'accent sur le bonheur. Pour eux, « les temps heureux » se trouvent, non pas dans le présent, mais dans le futur – les lendemains qui chantent – ou, plus rarement, dans le passé – les grandes luttes politiques, tel le Front Populaire pour certains communistes des années 1960^[112]. Les communistes institutionnalisent l'expression et la mise en récit des souffrances individuelles, qui sont mises en relation avec le contexte socio-économique. À l'inverse agit le conservateur, soucieux de protéger le monde tel qu'il est et dubitatif vis-à-vis de la possibilité de construire une société idéale : sa défense de la société argumente autour de la qualité de vie qu'elle procure aux citoyens.

Dès lors, les perceptions du conservateur et du révolutionnaire sont intrinsèquement différentes. Tout se passe comme dans le célèbre exemple du verre d'eau : face à un verre d'eau rempli à moitié, les conservateurs ont plutôt tendance à le voir à moitié plein ; les révolutionnaires à moitié vide. Les conventions narratives différentes des divers groupes politiques ont ainsi modelé les expériences individuelles pour transformer leur saveur et les rendre plus ou moins heureuses. Ces conventions narratives et ces matrices discursives normalisées modifient la tonalité générale des sentiments face à une même réalité : lors des moments de retour sur soi et dans la sphère privée, le militant progressiste a plus tendance à noircir les traits du réel. Le conservateur, lui, chausse plus souvent des lunettes roses ; qui plus est, son pessimisme quant à la possibilité d'une société idéale lui permet de se résigner plus facilement, réprimant ainsi ses désirs jugés utopiques. Ses aspirations sont moins élevées et sa perception de la réalité quotidienne est plus apte à être ravie ; partant, son bien-être subjectif est plus élevé. Au contraire, le révolutionnaire, qui veut réaliser *ce qui n'existe pas encore*, a des attentes élevées et des expériences marquées par la déception des accomplissements passés : plus exigeant, son bien-être subjectif est moins bon. Par exemple, toutes les études montrent que le sentiment de liberté politique est propice au bonheur. Mais ce sentiment n'est manifestement pas corrélé à des conditions objectivables de liberté et dépend largement des regards que l'on porte et de normes nationales très divergentes au niveau mondial, comme l'illustre la figure 8.4 :

Le domaine de validité du bien-être subjectif permet de nuancer le tableau précédent : cet indicateur ne permet d'atteindre que le bonheur réflexif, celui qu'éprouve l'individu en situation de retour sur soi, et non les moments plus ou moins heureux. Que certaines croyances politiques ou religieuses conduisent à un moindre bien-être subjectif ne préjuge pas des bonheurs immédiatement éprouvés : rien n'indique que les révolutionnaires les expérimentent moins souvent que les autres. Au contraire, certains récits en circulation dans le monde communiste ont pu, sans doute, rehausser la saveur des récits de vie ouvrier. Dans les années 1950, l'ouvriérisme, en produisant une fierté ouvrière, a, sans doute, contribué au bonheur des ouvriers, en améliorant leur estime d'eux-mêmes. En outre, en offrant une possibilité de plainte, en canalisant les souffrances et en permettant de les extérioriser, les récits portés par le PCF, qui mettaient en lien les difficultés de la vie présente avec l'exploitation capitaliste, ont constitué une chance pour les classes populaires de mettre à distance cette souffrance. À tout le moins ont-ils permis à certains d'éviter la double peine de se sentir responsable – et donc coupable – de leur malheur. L'un des problèmes des récits libéraux est, au contraire, d'expliquer à chacun qu'il est le responsable de sa situation, en psychologisant à outrance le monde social et en rejetant, comme nulle et non avenue, les explications économiques et sociales^[114]. L'une des difficultés actuelles des classes populaires est peut-être de ne pas disposer de récit facilitant la mise à distance et la déresponsabilisation des souffrances

individuelles et la chance offerte par mouvement des gilets jaunes peut consister justement dans l'élaboration collective d'un récit offrant l'occasion de dépasser cette culpabilisation.

Liberté : « Dans de pays, êtes-vous satisfait ou insatisfait de votre liberté de choisir ce que vous faites de votre vie ? »

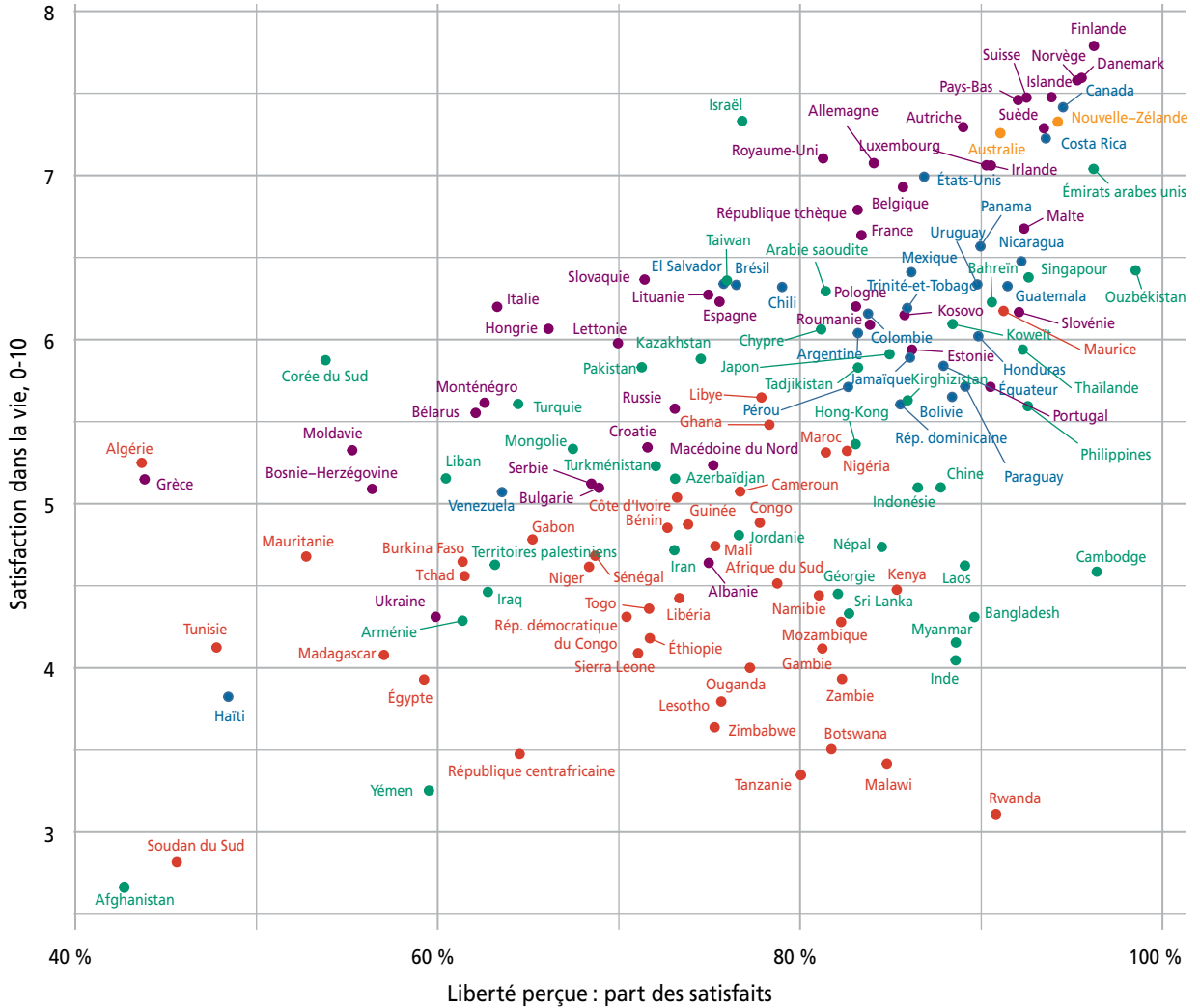


Fig. 8.4 – Liberté perçue et satisfaction dans la vie, 2017.

Données : Gallup World Poll, World Happiness Report 2020.

Cette variabilité extrême du sentiment de liberté et sa disjonction des conditions objectivables est manifeste en France, où les sondés sont plus nombreux qu'ailleurs, lors de questions ouvertes, à mentionner spontanément la liberté ou le fait de vivre dans un pays libre quand on leur demande ce qui compose leur bonheur^[113]. Or les conditions objectives qui permettent le surgissement de la sensation de liberté ne sont pas les mêmes pour un conservateur, qui les estime réunies dans la France du second xx^e siècle, ou pour un révolutionnaire, pour lequel la vraie liberté est absente.

Le premier se réjouit de la liberté politique en France quand le second la décrie. Entre résignation et révolution, le bien-être subjectif est plutôt du côté de l'acceptation du réel.

De l'espoir, des élections et des sursauts du bien-être subjectif

Les différences entre le bien-être subjectif des citoyens de gauche et de droite témoignent à nouveau que cet indicateur incorpore une composante politique. Ce trait est également visible dans sa sensibilité à l'actualité politique, partie intégrante des récits. Par exemple, le baromètre du bien-être subjectif sursaute en juin 2017, juste après l'élection présidentielle^[115] : l'élection d'un nouveau président, qui plus un homme jeune et neuf, issu d'un nouveau parti et prétendant reconfigurer le champ politique français, a semblé donner des espoirs à certains groupes de sondés, qui se sont ainsi déclarés plus satisfaits que dans les précédents sondages. Là encore, la perspective historique permet d'éclairer ce constat.

D'une part, l'indicateur est partiellement informé par la couleur des récits sur l'actualité politique, aujourd'hui comme hier. En 1981, au moment de l'élection de François Mitterrand, le bien-être subjectif en France avait connu un sursaut encore plus sensible : on était passé de 70 % de très ou plutôt satisfait en avril 1981 à 79 % en avril 1982 au cours des deux vagues successives de l'*Eurobaromètre*. Les enquêtes sur la satisfaction politique sont encore plus nettes, comme on pouvait s'y attendre : 36 % de satisfaits en octobre 1980 avec seulement 26 % et 7 % de satisfaits chez les sondés qui se classent respectivement à « gauche » et à « l'extrême-gauche » et 53 % en octobre 1981, avec respectivement de 67 % et 65 %. À l'inverse, on trouvait 60 % de satisfaits chez les sondés de « droite » en 1980, mais seulement 46 % en 1981^[116] : ayant perdu les élections, la démocratie leur paraissait fonctionner moins bien qu'auparavant.

D'autre part, la sensibilité de l'indicateur à l'actualité politique témoigne aussi du rôle de l'espoir dans celui-ci et permet d'inférer le sens de la corrélation entre optimisme et bien-être subjectif, question toujours sensible dans notre champ de recherche (il est par exemple assez difficile de savoir si les heureux se mettent plus facilement en couple ou si le couple produit des individus heureux). En 1981 comme en 2017, l'élection d'un homme nouveau donne de l'espoir à de larges groupes de Français, qui ont, semble-t-il, cru sincèrement aux améliorations potentielles. Quelques temps plus tard – en 1983 pour Mitterrand, en décembre 2018 pour Macron^[117] – les espoirs sont douchés et l'indicateur enregistre une sensible baisse. Malgré l'absence de baromètre aussi précis, on pouvait déjà déceler cette particularité dans l'évolution des opinions sur les institutions de la V^e République, s'inscrivant en rupture avec celles de la IV^e et porteuse d'espoir dans les premiers temps^[118]. Signaler que l'espoir est l'un des ingrédients du bien-être subjectif n'a *a priori* rien d'original mais le clivage existant dans la tradition philosophique française, discipline qui exerce un magistère moral important dans la définition du bonheur, mérite qu'on le souligne. Depuis Jules Lagneau (« je n'ai de soutien que mon désespoir absolu^[119] »), un courant philosophique estime ainsi que le bonheur ne peut exister que dans le désespoir. Alain, élève de Lagneau, a transmis cette idée à toute une génération de khâgneux et futurs normaliens (parmi lesquels S. de Beauvoir), et plus largement aux innombrables lecteurs de ses célèbres *Propos sur le bonheur*. En un sens, Camus, dans le mythe de Sisyphe, qui s'achève par cette sentence désenchantée : « il faut imaginer Sisyphe heureux », est également un représentant de ce courant, dont on trouve des stolons plus récents chez A. Comte-Sponville^[120].

Contrairement à cette tradition philosophique, il semble donc que l'espoir influence fortement le bien-être subjectif et que le désenchantement l'affecte également. C'est que le baromètre témoigne

d'une adéquation plus ou moins importante entre les attentes et les expériences. Une expérience jugée prometteuse (une élection présidentielle) fait sursauter le bien-être. Mais elle contribue peu de temps plus tard à élever les attentes, créant un décalage difficile à combler, puisque les expériences suivantes ne parviennent souvent pas à réaliser ces espérances, entraînent une déception et, partant, une baisse consécutive du bien-être subjectif. Dès lors, on comprend l'aspect sinusoïdal de la courbe en fonction du temps et l'impression de balancier qu'elle peut susciter^[121].

Cet indicateur de l'équilibre dynamique entre les attentes et les réalisations que l'on nomme bien-être subjectif appelle la remarque finale de ce développement, d'ordre socio-linguistique. Un grand nombre de substantifs en français désignent le non-comblement des attentes – parmi lesquels déception, désillusion, désappointement, désenchantement, déconvenue, mécompte, dégrisement – mais aucun terme ne dit l'expérience positive qui déborde les attentes. Seul l'adjectif comblé et le substantif, peu usité en ce sens, comblement renvoient à l'idée d'une réalisation correspondant aux attentes. Mais ils désignent seulement l'adéquation entre les deux aspects et non l'espoir réalisé auquel s'ajouterait quelque chose en plus. Pour exprimer cette idée, il faut user de la locution heureuse surprise. De prime abord, le commentateur aurait beau jeu d'utiliser ce déséquilibre pour brocarder à nouveau le tropisme national au malheur. Mais ce serait oublier que, malgré nos recherches sur les principales langues parlées dans le monde, aucune ne possède non plus de terme antonyme de déception. Finalement, les Français ne sont peut-être pas si isolés dans leur propension à dire le malheur plutôt que le bonheur.

8.1.3 CONCLUSION : LES ANNÉES 1970 À L'ORIGINE DE LA CONFIGURATION ACTUELLE DES RÉCITS SUR LE BONHEUR

Qu'il s'agisse, d'une part, du nouveau rôle accordée au plaisir comme ingrédient du bonheur, de la discussion sur les différentes manières de mesurer et d'appréhender le progrès social, de l'apparition d'objets distinctif moins directement ostentatoires, de l'opposition entre la réussite ou l'épanouissement ; que l'on considère, d'autre part, les matrices discursives et les conventions narratives des romans personnels, l'apparition d'un biais de désirabilité sociale sur le bien-être et le maintien d'une possibilité de plainte offerte aux individus dans le domaine économique, le déphasage entre les appréciations individuelles et collectives ou encore le poids du politique, les années 1970 sont apparues comme centrales et fondatrices de la configuration actuelle des récits. Les nœuds qui s'y construisent ont, semble-t-il, ramifié jusqu'à nos jours et expliquent sans doute en partie les résultats des enquêtes de bien-être subjectif et les spécificités des réponses des sondés français. De même, l'étude des années 1970 jette un nouvel éclairage sur certains conflits d'aspiration contemporain mettant aux prises différents groupes sociaux, notamment celui ouvert par le mouvement des gilets jaunes.

Encadré méthodologique : le bonheur comme un récit : sources et méthodes de l'historien

L'apport de l'historien tient d'abord à la spécificité de la méthode historique. Le chercheur en histoire peut ainsi mobiliser des documents recelant des informations portant sur un temps plus long que les seules études de bien-être subjectif. Pour étudier les différentes représentations du bonheur et les manières dont il a été socialement construit, il a tout le loisir d'étudier les productions culturelles, notamment les ouvrages publiés et conservés par le dépôt légal. Mais puisque les livres ne sont pas les seuls dépositaires des représentations du bonheur, les historiens se penchent aussi sur les images ou les productions artistiques. Les arts plastiques peuvent ainsi témoigner de diverses visions du bonheur. De même, les images fixes – photographie – ou animées – films ou télévision – fournissent d'utiles gisements

documentaires collectés par la BNF, l'Ina ou le CNC. Dans la même veine, la musique et, plus particulièrement, les chansons offrent une entrée dans l'univers des représentations du bonheur. Grâce à l'ensemble de ces documents, les chercheurs en histoire peuvent mieux comprendre la genèse, le développement et la force des différentes idées du bonheur. Or les idées modifient le jugement que l'on porte sur sa vie et ce regard est l'une des composantes majeures de notre sentiment^[123].

Outre ce premier massif documentaire relatif aux représentations du bonheur, les historiens ont à leur disposition un second ensemble de sources qui ne se limitent pas aux seules enquêtes de bien-être subjectif et leur permet cette fois d'approcher les expériences du bonheur dans leur variété et leur diversité. En premier lieu, ils pourront utiliser l'ensemble des enquêtes sociales. Depuis le XIX^e siècle et particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le bonheur a fait l'objet d'études de la part de sociologues, de psychologues, d'économistes ou encore d'anthropologues^[122]. De nombreuses enquêtes sociales locales, nationales ou internationales fournissent de données incidentes sur les sentiments des acteurs sociaux. Les organismes d'état, comme l'Ined ou le Credoc, ou des structures privées, comme l'Ifop ou la Sofres, se sont ainsi penchés à de nombreuses reprises sur divers aspects de la vie des citoyens et ont lancé des études qui regorgent d'informations pertinentes pour qui sait les trouver et les utiliser à bon escient. Souvent, les chercheurs ont posé des questions sur les vécus, sans forcément s'inscrire dans le cadre du bien-être subjectif, ni du bonheur^[124]. Mises en série, ces données aident à mieux comprendre comment se forment et comment évoluent les bonheurs des acteurs.

Le problème de ces documents tient au fait que les données brutes ne sont pas toujours disponibles et, surtout, qu'elles ne permettent guère de réellement comprendre comment se construisent les éléments au niveau de l'individu. Pour les compléter, les historiens ont à leur disposition des documents issus de la sphère privée : correspondances et journaux intimes. Les premiers constituent une source classique de la recherche historique quand l'utilisation de seconds est plus récente. Ces derniers nécessitent force précaution méthodologiques en raison de leur spécificité et de leur non représentativité. Mais cette limite n'interdit pas d'en faire usage pour mieux comprendre, en micro, comment s'est construit et a évolué le bonheur d'un ou de quelques individus. La compréhension fine d'une ou de quelques constructions individuelles spécifiques donne ensuite l'occasion de monter en généralité pour appréhender les paramètres déterminants du bien-être.

Ces documents et ces méthodes conduisent l'historien culturaliste à s'intéresser au bonheur comme un récit, confrontant représentations et expériences. De fait, dans le domaine du bonheur prime souvent le symbolique sur l'intrinsèque. Des conditions de vie identiques peuvent donner lieu à des interprétations tout à fait divergentes et à des appréciations individuelles très variées, selon les lieux, les époques et les sociétés. L'historien s'intéresse donc aux récits et à leur évolution à diverses échelles temporelles. Il se penche sur la fabrique des grands récits du bonheur et leur circulation dans l'espace social, sur la manière dont ces récits suscitent l'adhésion des acteurs, qui se les approprient et les intériorisent. Dans une perspective sémiologique issue du *linguistic turn*, il montre la primauté du récit, des représentations et des interprétations du réel sur leurs substrats matériels. Ceci est particulièrement manifeste à propos de l'argent et du revenu. En France, le revenu influence plus qu'ailleurs le bien-être subjectif. Mais, passé le stade de la pauvreté, ce qui est déterminant, c'est la position dans l'échelle des revenus plus que le pouvoir d'achat effectif^[125]. En d'autres termes, c'est l'idée que les individus se font de leur revenu, l'image de soi que le revenu renvoie à chacun qui est décisive, plus que les biens et services que le revenu permet (ou pas) de se procurer. Lors des enquêtes de bien-être subjectif, le sondé sommé de déclarer son niveau de « bonheur » ou de « satisfaction » sur une échelle qualitative ou quantitative mobilise ainsi un ensemble d'ingrédients, parmi lesquels sa représentation de son positionnement sur l'échelle sociale des revenus. Les réponses individuelles et agrégées, résultat d'un processus cognitif complexe, socialement construit et évolutif, témoignent de la vigueur de certains récits et normes sociales et culturelles.

Cette perspective culturaliste débouche, par exemple, sur une compréhension renouvelée du célèbre paradoxe d'Easterlin, qui soulignait dès 1974 que la croissance du PIB et du revenu ne conduisait pas à un accroissement du bien-être subjectif, alors même que le revenu est l'un des déterminants du bien-être à un instant T. Plusieurs travaux ont mis en évidence « le tapis roulant des aspirations », qui entraîne une élévation des attentes et ont souligné que le bien-être subjectif mesure l'adéquation entre les aspirations et les réalisations. Certes, mais il faut aussi pointer le rôle de la comparaison sociale, phénomène qui connaît des évolutions historiques, dans la construction du bien-être subjectif : le jour du sondage, le sondé ne compare pas tant sa situation avec ce qu'elle était précédemment, qu'avec celle de son groupe d'appartenance ou de référence. Dès lors, le bien-être subjectif dépend plus des représentations de l'échelle sociale et de la manière dont chacun s'y positionne que de la valeur absolue des pouvoirs d'achat. Pour améliorer le bien-être général, il ne suffit donc pas d'augmenter la richesse collective, mais il faudrait sans doute mieux la partager, afin de favoriser l'émergence de comparaison positive pour le plus grand nombre^[126].

8.1.5 BIBLIOGRAPHIE

- Alain, *Propos sur le bonheur*. Paris, Gallimard, 1928.
- Y. Algan, E. Beasley, C. Senik, A. Gethin, T. Jenmana et M. Perona, *Les Français, le bonheur et l'argent*. Opuscules du Cepremap, n° 46. Paris, Éditions rue d'Ulm, 2018.
- Y. Algan, E. Beasley, M. Perona et C. Senik, « Présidentielle : un choc d'optimisme », *Note de l'Observatoire du Bien être*, n° 2017-07, 2017.
- R. Barthes, « Qu'est-ce que ça veut dire le confort ? », *Les Temps modernes*, sept-oct 1972, n° 314-315, pp. 592-634.
- J. Baudrillard, *La société de consommation*, Paris, Denoël, 1970.
- S. de Beauvoir, *Mémoires d'une jeune fille rangée*, Paris, Gallimard, p. 335, 1958.
- H. Bergson, *Les deux sources de la morale et de la religion* (1932), Paris, PUF, p. 340, 1982.
- D. Brooks, *Les bobos*, F. Massot, Paris, 2000.
- A. Burguière, *Bretons de Plozevet*, Paris, Flammarion, 1977.
- E. Cabanas et E. Illouz, *Happycratie. Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies ?*, Paris, Premier Parallèle, 2018.
- A. Camus, *Le mythe de Sisyphe*, Paris, Gallimard, 1942.
- A. Comte-Sponville, *Le mythe d'Icare T.1 : Traité du désespoir et de la béatitude*, PUF, Paris, 1988.
- A. Ehrenberg, « Le malaise dans la société singularise la France », *Le Monde*, dimanche 25-lundi 26 avril 2010.
- F. Etner, *Histoire du calcul économique en France*, Paris, 1987.
- F. Etner, *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Paris, ed. François Fourquet, 1980.
- G. Flaubert, *Correspondance II*, Paris, Gallimard, 1980.
- M. Flonneau, *Les cultures du volant XX^e-XXI^e siècles. Essai sur les mondes de l'automobilisme*, Paris, Autrement, 2008.
- J. K. Galbraith, *Le nouvel état industriel : essai sur le système économique américain* [1966], Paris, Gallimard, 1968.
- A. O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique* (1982, Princeton UP), Fayard, Paris, 1983.
- P. Jacquet, « Simon Kuznets : le père des comptes nationaux », *Le monde économie*, 17 mars 2009 et *Cinquante ans d'Insee : 1946-1996 ou la conquête du chiffre*. Paris, 1996.
- J. Jaffré, *L'opinion française en 1977*, Paris, FNSP/Sofres, 1978.
- B. de Jouvenel, « Niveau de vie et volume de consommation », in *Arcadie. Essais sur le mieux-vivre*, Paris, p. 170-204, 2002.
- S. Lyubomirsky, *Comment être heureux et le rester*, Paris, Flammarion, 2008.
- P. Mahé, R. Cannavo et P. Miler, *Les Français tels qu'ils sont. La fameuse enquête Ifop/France-Soir*, Paris, Fayard, p. 248, 1975.
- OCDE, *Mesure du bien-être social. Progrès accompli dans l'élaboration des indicateurs sociaux*, Paris, OCDE, 1976.
- V. Packard, *La persuasion clandestine* [1957], Paris, Calmann-Lévy, 1958.
- R. Pawin, « Le bien-être dans les sciences sociales : naissance et développement d'un champ de recherches », *L'année sociologique*, 2014/2, vol. 64, p. 273-294, 2014.
- R. Pawin, *Histoire du bonheur en France depuis 1945*, Paris, Robert Laffont, 2013.

- R. Pawin, *Trente Glorieuses, Treize heureuses ? Représentations et expériences du bonheur en France de 1944 à 1981*, Thèse sous la direction du Pr. Christophe Charle, Université Paris 1, 2010.
- R. Pawin, *Actualiser la sagesse Le bonheur dans les recueils de citations (France, 1945-1980)*, Hypothèses, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010.
- M. Perona, « Le bien-être des Français – décembre 2018 », *Note de l'Observatoire du Bien-être*, n° 2019-02, 2019.
- K. Pickett et R. Wilkinson, *The Inner Level*, London, Penguin Books, 2019.
- P. Simon, *Rapport Simon sur le comportement sexuel des Français*, Paris, René Julliard, 1972, 354 p.
- J. Stiglitz, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Paris, La Documentation française, p. 324, 2009.
- J. Stoetzel, *Les revenus et le coût des besoins de la vie*, Paris, Ifop, p. 140, tiré à part de *Sondages*, 1976.
- R. Veenhoven, *Conditions of Happiness*, Dordrecht, D. Reidel Publishing Company, p.197,1984.
- J.-R. Verdier, *L'onanisme ou le droit au plaisir*, Balland, Paris, p. 126, 1973.